Civil Society Alliances for Digital Empowerment

Co-funded by the European Union

Base de référence et recommandations : Engagement des Organisations de la Société Civile dans les processus multilatéraux et multipartites de gouvernance de l'internet

Janvier 2025

Remerciements

Recherches et rédaction par
Verengai Mabika, Expectation State
Augustus Emenogu, Expectation State

Édité par
Virginia (Ginger) Paque, DiploFoundation

Révision : Dr Stephanie Borg Psaila, DiploFoundation
Dr Stephanie Borg Psaila, DiploFoundation
Dr Slavica Karajicic, Fondation Diplo
Kenneth Harry Msiska, Forus
Marie L'Hostis, Forus
Karolina Iwańska, ENCL
Neila Zakraoui, Expectation State

Mise en page, design et révisions
Sol Mokdad, Expectation State, Arturo Cortés Barbabosa, Forus, Bibbi Abruzzini, Forus, Lucia Torres, Forus. Nous tenons à remercier Vitoria Dacal pour la traduction en portugais, Wendy & Alain Dubreuil pour la traduction en français, et Álvaro Martínez Bueno & David Helguera pour la traduction en espagnol.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Forus et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

3 Base de référence et recommandations : Engagement des OSC dans les processus multilatéraux et multipartites de la GI

Acronymes

CC	Comité consultatif
ALAC	Comité consultatif At-Large
AIGF	Forum africain sur la gouvernance de l'internet
BPF	Forum des meilleures pratiques
CADE	Alliances de la société civile pour le renforcement des capacités numériques
OSC	Organisation de la société civile
CTU	Union des télécommunications des Caraïbes
ECNL	Centre européen pour le droit des organisations à but non lucratif
EMODIR	Direction de l'éducation, du mentorat et de la sensibilisation
HRPC	Considérations relatives au protocole sur les droits humains
ICANN	Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet
IETF	Groupe de travail sur l'ingénierie Internet
GI	Gouvernance de l'internet
FGI	Forum sur la gouvernance de l'internet
UIT	Union Internationale des Télécommunications
MAG	Groupe consultatif multipartite
NCSG	Groupe des parties prenantes non commerciales
INR	Initiative Nationale et Régionale
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
PEARG	Groupe de recherche sur l'amélioration et l'évaluation de la protection de la vie privée
RFC	Demande de commentaires
OS	Organisation de soutien

Sommaire

Résumé **6**

1. Introduction **8**

2. Stratégies pour renforcer la participation des OSC **10**

2.1 Soutien financier et allocation des ressources 10

2.2 Tirer parti de la participation à distance 11

2.3 Engagement des médias et sensibilisation 12

2.4 Combler les lacunes en matière de développement des capacités 14

2.5 Assurer une représentation plus inclusive et plus diversifiée 15

2.6 Soutenir la collaboration entre les OSC et les autres parties prenantes 17

2.7 Renforcer la participation locale 18

3. Interventions potentielles de la CADE **20**

3.1 Établir des centres régionaux de renforcement des capacités de la GI 20

3.2 Créer un mécanisme de financement durable pour la participation des OSC 21

3.3 Développer une boîte à outils de plaidoyer pour l'inclusion numérique 21

3.4 Lancer un programme de mentorat OSC-GI 21

3.5 Établir une plateforme de collaboration multipartite 22

3.6 Mettre en œuvre une initiative d'engagement des médias dirigée par les OSC 22

3.7 Créer un groupe de travail sur les technologies émergentes 23

4. Conclusion **24**

Résumé

Les organisations de la société civile (OSC) constituent un lien vital entre l'infrastructure technique et l'impact dans le monde réel. Leur capacité à amplifier les voix marginalisées, à défendre les droits humains et à favoriser la redevabilité est inégalée. Renforcer la participation des OSC dans les espaces de gouvernance de l'internet (GI) ne consiste pas seulement à augmenter leur nombre ; il s'agit d'encourager un engagement significatif, ayant un impact, qui façonne l'avenir de l'internet.

Le document de référence et les recommandations détaillent les résultats analytiques de l'étude de recherche de l'Alliance de la Société Civile pour le Renforcement des Capacités Numériques (CADE) intitulée " Cartographie de l'engagement des organisations de la société civile dans les processus multilatéraux et multipartites de gouvernance de l'internet ", qui a mené une enquête approfondie sur la question essentielle de savoir comment améliorer la participation des OSC dans les espaces de la gouvernance de l'internet. Les recommandations s'appuient sur l'étude de cartographie, qui a permis d'identifier les lacunes et les opportunités.

Le document de référence et les recommandations présentent deux séries de recommandations : La première s'adresse aux parties prenantes qui peuvent ou doivent contribuer à renforcer la participation des OSC à la GI. La seconde identifie les interventions réalisables conçues pour être mises en œuvre par la CADE. Les recommandations abordent les défis critiques, les opportunités et les besoins en capacités autour de quatre thèmes centraux identifiés au cours de l'étude de cartographie :

Renforcer la participation aux espaces de la GI : Ce thème aborde la nécessité d'aller au-delà de la simple représentation numérique pour favoriser un engagement significatif. Les principales recommandations portent sur l'investissement dans le renforcement des capacités et l'amélioration de la compréhension des divers processus, mécanismes et modalités de participation à la GI. Cela est particulièrement important pour les nouvelles OSC qui envisagent de contribuer à ces forums et espaces. Avec l'évolution des technologies, la participation à distance a considérablement contribué à réduire et à surmonter les barrières géographiques. Il est donc essentiel d'investir dans des technologies de participation conviviales et à faible bande passante. En outre, il est tout aussi crucial de mettre en place des services de traduction et d'interprétation robustes et en temps réel dans tous les forums de la GI et les documents clés afin de garantir l'inclusion linguistique et une représentation plus large. Enfin, il faut faciliter la formation de coalitions stratégiques pour amplifier les voix de la société civile et créer des fronts unifiés pour le plaidoyer.

Engagement des médias et sensibilisation : Ce thème souligne l'importance de tirer parti des médias pour éduquer le public et amplifier les voix des OSC sur les questions cruciales de la GI. Les principales recommandations portent sur l'établissement de partenariats à long terme avec le secteur des médias, notamment avec les journalistes et les concepteurs de contenu, et sur la couverture des questions technologiques et politiques. Le thème se concentre également sur la simplification du jargon technique complexe en un langage accessible pour une meilleure compréhension du public. Enfin, il crée des récits convaincants et utilise la narration pour humaniser les questions techniques et impliquer des publics divers.

Meilleures pratiques pour la localisation et l'inclusion numérique : Ce thème vise à garantir que les processus de GI sont adaptés au contexte et inclusifs. Les principales recommandations portent sur le renforcement des forums régionaux et nationaux de GI en tant qu'espaces vitaux permettant aux communautés d'articuler leurs défis uniques et d'élaborer des solutions adaptées au contexte. Il s'agit également de donner la priorité à l'accès universel et à la culture numérique dans les agendas de la GI afin de combler le fossé numérique. En outre, il met l'accent sur l'encouragement des partenariats de collaboration et la création d'espaces pour l'engagement de multiples parties prenantes au niveau local.

Des stratégies pratiques pour renforcer les capacités et l'efficacité des OSC : Les principales recommandations portent sur l'élaboration de programmes de formation ciblés et modulaires afin d'aborder la complexité technique des questions liées à la GI et d'améliorer les connaissances des OSC. La mise en place de mécanismes de financement durables pour garantir la participation constante des OSC aux processus de GI. Ce thème met également l'accent sur la mise en œuvre de processus inclusifs et de mesures de représentation, telles que des quotas et des mesures d'accessibilité, afin de garantir que des voix diverses soient entendues et prises en compte, allant au-delà d'une inclusion symbolique.

Ces recommandations et ces bonnes pratiques peuvent améliorer de manière significative la représentation des OSC et l'efficacité de l'écosystème de la GI. Ces efforts contribueront à façonner un avenir où l'internet sera au service de la communauté mondiale, en veillant à ce que diverses voix, en particulier celles du Sud Global, soient entendues et prises en compte dans les processus de prise de décision. Le projet de la CADE est bien placé pour jouer un rôle essentiel dans la facilitation de cette transformation, en donnant aux OSC les moyens de devenir des moteurs essentiels dans l'élaboration d'un avenir numérique plus équitable et plus inclusif.

1. Introduction

Les OSC constituent un lien vital entre l'infrastructure technique et l'impact dans le monde réel. Leur capacité à amplifier les voix marginalisées, à défendre les droits humains et à favoriser la redevabilité est inégalée. Renforcer la participation des OSC dans les espaces de GI ne consiste pas seulement à augmenter leur nombre ; il s'agit de favoriser un engagement significatif, ayant un impact, qui façonne l'avenir de l'internet.

Les OSC représentent un large éventail de parties prenantes, y compris des groupes souvent marginalisés, et apportent activement des connaissances spécialisées sur les droits numériques et la cybersécurité afin de promouvoir la transparence, la redevabilité et l'élaboration de politiques éclairées. Cependant, malgré leurs contributions significatives, les OSC sont confrontées à des défis qui limitent leur pleine participation aux forums régionaux et mondiaux de GI. Il s'agit notamment de ressources limitées, d'une dynamique de pouvoir inégale et d'un manque de représentation adéquate dans les structures officielles, ce qui les empêche d'influencer efficacement les processus de prise de décision.

Ces recommandations sont l'aboutissement d'une étude de recherche sur l'amélioration de la participation des OSC aux espaces des IG. Elle s'appuie sur l'étude "Cartographie de l'engagement des organisations de la société civile dans les processus multilatéraux et multipartites de gouvernance de l'internet", qui a examiné le paysage complexe de l'engagement des OSC dans les processus de gouvernance de l'internet et a mis en évidence un paysage caractérisé à la fois par des progrès et par des défis persistants. Alors que les OSC jouent un rôle crucial dans la défense d'un avenir numérique inclusif et équitable, leur participation, en particulier dans les pays du Sud Global, reste entravée par des obstacles systémiques.

L'engagement des OSC au sein de divers organes de la GI, notamment la Société pour l'Attribution des noms de Domaines et des Numéros sur Internet (ICANN), le Groupe de Travail sur l'Ingénierie de l'Internet (IETF), l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), présente des opportunités et des défis uniques. L'ICANN, qui est responsable de la gestion du système de noms et d'adresses de l'internet, fonctionne selon un modèle multipartite avec des points d'entrée tels que le Groupe de Parties Prenantes Non Commerciales (NCSG) et le Comité Consultatif At-Large (ALAC).

L'IETF, qui se consacre à l'élaboration de normes internet, fonctionne par le biais de groupes de travail ouverts et d'une approche de consensus approximatif, ce qui permet aux OSC d'apporter leur expertise technique, de soumettre des Demandes de Commentaires (RFC) et de fournir des informations sur les droits humains et l'impact social . L'UIT, une agence de l'ONU qui coordonne les télécommunications mondiales, est axée sur les États membres, ce qui oblige les OSC à s'engager indirectement par l'intermédiaire des délégations nationales ou à obtenir le statut de membre associé ou de membre sectoriel. Le FGI, en tant que forum multipartite, offre une participation ouverte par le biais de diverses voies telles que les réunions annuelles, les Initiatives Nationales et Régionales (INR), les Forums sur les Meilleures Pratiques (BPF) et les coalitions dynamiques.

Cependant, les OSC du Sud Global ont souvent du mal à répondre aux exigences administratives et techniques de l'engagement, en particulier avec l'ICANN et l'UIT, et se heurtent à des obstacles tels

que les contraintes financières, les problèmes de visa, les barrières linguistiques et les capacités limitées, ce qui limite leur participation au FGI.

Une constatation plus large a montré clairement la participation limitée ou l'absence de participation des OSC aux discussions critiques du FGI, ce qui entrave leur capacité à contribuer à des politiques qui répondent aux besoins de toutes les parties prenantes et risque d'exacerber la fracture numérique. Cette participation limitée est due à divers facteurs, notamment les contraintes financières, le langage technique inutilement complexe et la prédominance des documents en anglais uniquement, ainsi que les procédures et la bureaucratie souvent complexes d'organisations telles que l'UIT. L'étude a également révélé des préoccupations concernant la diversité et l'inclusivité, la sous-représentation de personnes issues de milieux divers, en particulier dans les organismes de normalisation, entraînant des préjugés potentiels et renforçant les déséquilibres de pouvoir existants. La domination des grandes entreprises technologiques et des gouvernements dans les processus de GI éclipse encore davantage les voix et les intérêts des OSC, en particulier celles du Sud Global.

Malgré ces défis, l'étude de cartographie a identifié plusieurs opportunités pour les OSC de s'engager plus profondément dans les processus de GI. Au sein de l'IETF, les OSC peuvent participer à divers groupes de travail et de recherche, tels que les Considérations sur le Protocole des Droits Humains (HRPC) et le Groupe de Recherches sur l'Amélioration, l'Evaluation et la Protection de la Vie Privée (PEARG), afin de contribuer aux discussions sur les droits humains, la protection de la vie privée et le développement du protocole internet. Des initiatives telles que la Direction de l'Éducation, du Mentorat et de la Sensibilisation (EMODIR) et les bourses de voyage visent à renforcer la participation et à éliminer les obstacles à l'entrée. Les OSC peuvent également renforcer leur engagement dans les processus d'élaboration des politiques de l'ICANN par l'intermédiaire des organisations de soutien/comités consultatifs (SO/CC), participer à des programmes de renforcement des capacités et plaider en faveur de l'intégration des droits humains dans les processus décisionnels de l'ICANN. Au sein de l'UIT, les OSC peuvent participer à des groupes d'étude et à des groupes de réflexion axés sur la cybersécurité, l'Internet des Objet (IdO) et le développement durable, et s'engager au niveau régional pour relever des défis localisés en matière de télécommunications.

L'étude de cartographie a également mis en évidence des tendances et des opportunités émergentes, notamment l'attention croissante portée aux questions relatives aux droits humains et aux droits numériques, ainsi qu'aux domaines émergents tels que la gouvernance de l'IA. Toutefois, des défis persistent, tels que le décalage entre les mandats fondamentaux de certaines organisations et les mécanismes de gouvernance, les climats politiques restrictifs et la prolifération des forums de gouvernance, qui entraînent une lassitude des parties prenantes. Les opportunités émergentes comprennent la focalisation sur des questions spécifiques et pertinentes telles que la cybersécurité et l'éthique de l'IA, l'exploitation des plateformes multipartites, la promotion de l'inclusivité et de l'activisme numérique, et la lutte contre le fossé persistant en matière de genre et d'inclusivité.

Ces résultats, ainsi que les écarts persistants en matière de genre et d'inclusion, soulignent le besoin urgent d'un soutien accru et ciblé pour la participation des OSC aux processus de GI. Ce soutien devrait inclure une aide financière, un renforcement des capacités et des programmes de mentorat, en particulier pour les OSC du Sud Global. En outre, les forums de la GI doivent devenir plus inclusifs et accessibles en s'attaquant aux barrières financières et linguistiques, en simplifiant les procédures

et en promouvant activement la diversité. Pour élaborer des politiques de l'internet efficaces et inclusives, il est essentiel de supprimer les cloisonnements et de favoriser la collaboration entre les différents groupes de parties prenantes. En fin de compte, pour que l'internet serve d'outil pour le bien social, il faut s'attaquer à la disparité d'influence et donner une voix à toutes les parties prenantes, y compris les OSC, pour façonner l'avenir de l'internet.

Les deux séries de recommandations abordent les défis critiques, les opportunités et les besoins en capacités autour de quatre thèmes centraux identifiés lors de la cartographie : 1) l'amélioration de la participation des OSC aux forums de la GI, 2) les stratégies de renforcement des capacités et de l'efficacité des OSC, 3) les recommandations relatives à la localisation et à l'inclusion numérique, et 4) l'engagement des médias et la sensibilisation. Ces recommandations constituent une feuille de route pour un écosystème de GI plus inclusif et plus efficace, qui tire pleinement parti des précieuses contributions des OSC.

2. Stratégies pour renforcer la participation des OSC

Il est essentiel d'investir dans le renforcement ciblé des capacités pour permettre aux OSC de s'engager efficacement. Par exemple, les OSC, en particulier celles du Sud Global, peuvent se sentir intimidées par le jargon technique excessif de certains espaces de gouvernance, ou elles peuvent bénéficier d'une meilleure compréhension de la façon dont la technologie affecte la politique ou des implications des liens entre les différentes questions politiques. Une formation ciblée sur les aspects techniques et politiques peut transformer des observateurs passifs en contributeurs actifs. Les initiatives telles que les écoles régionales de GI sont essentielles pour faire entendre de nouvelles voix dans l'écosystème de la GI. Les écoles régionales de GI servent également de points d'entrée stratégiques pour renforcer les capacités sur des priorités régionales spécifiques.

2.1 Soutien financier et allocation des ressources

Il est essentiel d'accroître les possibilités de financement pour les OSC du Sud Global afin de garantir une participation diversifiée et inclusive aux processus de GI. Certaines stratégies peuvent être envisagées pour remédier à la disparité financière existante :

Établir des flux de financement dédiés

Il est essentiel d'établir des flux de financement spécifiques pour les OSC du Sud afin de renforcer leur participation aux événements clés de GI. Cela peut se faire par le biais de partenariats multipartites et d'une collaboration avec des bailleurs de fonds internationaux, des entreprises technologiques et des gouvernements qui s'engagent en faveur d'un développement numérique inclusif. Par exemple, le projet de la CADE pourrait collaborer avec ses partenaires régionaux pour favoriser les possibilités de collecte de fonds aux niveaux régional et sous-régional et encourager les initiatives durables. Des programmes de subventions régionales pourraient garantir un engagement durable au-delà des événements individuels. Ces subventions pourraient couvrir la participation à l'événement, le travail préparatoire, les activités de suivi et les efforts de plaidoyer locaux. En outre, il convient de plaider en faveur de programmes de financement pluriannuels afin de permettre aux

OSC de développer leur expertise et de maintenir une participation cohérente aux processus de GI. Cela permettrait de relever le défi de la nécessité d'un investissement à long terme dans les processus de normalisation.

L'obtention d'un financement pluriannuel pour les OSC nécessite une stratégie ciblée. Celle-ci pourrait consister à plaider en faveur de modèles de financement durables au sein des FGI, à engager directement les organisations de financement et à faire pression sur les gouvernements et les organismes intergouvernementaux tels que l'UNESCO et l'UIT. Il est également essentiel de collaborer avec d'autres OSC, de sensibiliser l'opinion publique et de mener des recherches en faveur d'un financement à long terme. La nécessité d'octroyer des subventions pluriannuelles et sans restriction est de plus en plus reconnue. De tels mécanismes de financement permettraient aux OSC de développer l'expertise de la GI. En assurant une stabilité financière, les organisations peuvent investir dans le développement de connaissances et de compétences spécialisées, essentielles à un engagement efficace dans les discussions techniques sur la GI. Un financement constant permet aux OSC d'offrir des salaires compétitifs et des opportunités de développement de carrière, réduisant ainsi la fuite des cerveaux vers le secteur privé ou les organisations internationales.

L'élaboration de la politique de la GI étant souvent un processus de longue haleine, un financement durable est indispensable pour permettre aux OSC de maintenir leur présence et leur influence tout au long de ces longs cycles. Un financement flexible permettra aux organisations de pivoter et de relever de nouveaux défis au fur et à mesure qu'ils se présentent dans le paysage numérique en évolution rapide. Pour créer un écosystème de GI plus diversifié et plus représentatif, il est essentiel de s'attaquer aux restrictions de financement et d'élargir les possibilités de subvention pour les OSC nationales, les organisations dirigées par des jeunes et les coalitions travaillant sur les questions de la GI. Cette approche permettrait aux voix du Sud Global de se faire entendre et garantirait que les politiques de la GI reflètent les besoins et les perspectives d'un plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet.

Renforcer la capacité de collecte de fonds des OSC

Il est essentiel d'habiliter et de renforcer les capacités de collecte de fonds des OSC pour assurer leur viabilité à long terme. Le projet de la CADE pourrait fournir un renforcement complet des capacités dans les domaines clés de la collecte de fonds, en offrant des compétences et des connaissances pratiques pour une collecte de fonds efficace, y compris l'élaboration de stratégies de collecte de fonds solides et diversifiées englobant la rédaction de subventions, les dons individuels, les parrainages d'entreprises et la collecte de fonds en ligne. La formation pourrait se concentrer sur la maîtrise de la rédaction de propositions convaincantes, l'adaptation des propositions à différents bailleurs de fonds et l'optimisation du succès du financement. Le programme pourrait également mettre l'accent sur l'entretien de solides relations avec les bailleurs de fonds par le biais d'une formation à la communication, à l'établissement de rapports et à l'intendance.

2.2 Tirer parti de la participation à distance

La participation à distance (en ligne) s'est révélée être une stratégie cruciale pour accroître l'implication des OSC dans les processus de GI, en particulier pour les organisations confrontées à des contraintes de ressources ou à des obstacles géographiques. Si l'engagement en personne reste

précieux pour l'établissement de relations et de discussions nuancées, la participation stratégique à distance offre une voie vers une représentation plus inclusive et plus diversifiée dans les forums de la GI. Cette constatation souligne la façon dont les options à distance peuvent démocratiser l'accès à des discussions significatives sur la GI, en particulier pour les OSC du Sud Global qui peuvent être confrontées à des frais de voyage et à des restrictions de visa. Cependant, une participation à distance efficace nécessite plus qu'une simple connexion internet. Pour maximiser l'impact de l'engagement à distance, les OSC doivent investir stratégiquement dans l'infrastructure et les processus.

Une connectivité internet fiable et un équipement approprié sont essentiels pour une participation à distance efficace. Les OSC doivent privilégier les connexions internet stables et à haut débit, les équipements audiovisuels de qualité pour une communication claire et les solutions d'alimentation électrique de secours pour atténuer les perturbations. La nature globale des discussions de la GI présente des défis uniques pour les participants à distance, car ils doivent naviguer entre plusieurs fuseaux horaires. Une coordination efficace garantirait une représentation cohérente des OSC sans exacerber l'épuisement dû à des exigences physiques et mentales excessives. Les OSC devraient explorer les possibilités d'un système collaboratif pour encourager la coordination de la participation en ligne, y compris les présentations conjointes et la mise en réseau. Le partage d'informations en temps réel à l'aide d'applications de communication pendant les réunions et de centres régionaux virtuels où plusieurs OSC peuvent participer ensemble, simulant l'engagement en personne et la collaboration locale, peut améliorer la qualité des objectifs de la réunion et les avantages pour les participants.

Mettre en œuvre des protocoles efficaces d'engagement à distance

Pour être efficace, la participation à distance nécessite des compétences et des stratégies différentes de celles de l'engagement en personne. Les environnements virtuels offrent souvent peu d'occasions de s'exprimer. La préparation est donc cruciale. Les OSC doivent tirer parti des lignes directrices existantes, telles que celles élaborées par le FGI et la DiploFoundation, pour la participation et les interventions à distance, y compris des lignes directrices pour des contributions concises et percutantes, et s'en inspirer.

Ces lignes directrices doivent être associées à des mécanismes de suivi afin de garantir l'intégration des contributions à distance dans les discussions et les processus décisionnels en cours. Il est essentiel de reconnaître que l'engagement à distance doit *compléter*, et non remplacer entièrement, la participation en personne, qui offre des possibilités différentes (et pas toujours meilleures) de mise en réseau et de communication. À mesure que les OSC progressent, la communauté de la GI doit continuer à faire évoluer ses processus afin d'intégrer pleinement les participants à distance et de veiller à ce qu'ils aient des chances égales d'influencer les résultats. Si l'engagement en personne reste précieux, la participation stratégique à distance peut considérablement élargir l'engagement des OSC.

2.3 Engagement des médias et sensibilisation

L'engagement des médias est vital pour les OSC afin de combler le fossé entre les discussions techniques complexes et la compréhension du public. Les médias ont un rôle crucial à jouer en tant qu'amplificateur des voix des OSC, en particulier celles du Sud Global. Les OSC devraient s'appuyer

sur les médias pour faire entendre leur voix et éduquer le public sur les questions cruciales de GI. L'engagement des médias et la sensibilisation restent essentiels pour les OSC qui cherchent à influencer les processus de GI.

Stratégies pour un engagement médiatique efficace

Les OSC peuvent utiliser des stratégies clés pour maximiser leur impact médiatique, notamment en cultivant des relations avec les médias et en établissant des relations à long terme avec les journalistes qui couvrent les questions technologiques et politiques.

- **Cultiver les relations avec les médias :** Les OSC devraient s'engager activement auprès des professionnels des médias, en leur fournissant des informations opportunes, précises et pertinentes. Il ne s'agit pas seulement de diffuser des communiqués de presse, mais aussi de proposer des commentaires d'experts, des réunions d'information et l'accès aux principales parties prenantes. Les OSC doivent maintenir un contact avec les médias facilement accessible et s'assurer que leurs porte-parole connaissent bien les complexités de la GI, afin de permettre aux journalistes de rendre compte avec précision de ces questions souvent techniques.

- **Simplifier les questions complexes :** Un défi majeur pour les OSC est de traduire les concepts complexes de la GI en des récits accessibles. Les OSC pourraient utiliser un langage politique simplifié pour améliorer la compréhension et la participation du public. Les OSC devraient donner la priorité à une communication centrée sur l'utilisateur, en se concentrant sur les implications des politiques dans le monde réel. Les aides visuelles, telles que les infographies et les organigrammes, peuvent améliorer la compréhension.

- **Exploiter les réseaux sociaux :** Dans le paysage dynamique de la gouvernance de l'internet, les réseaux sociaux constituent un outil crucial pour une réponse rapide et la mobilisation de la communauté. Les initiatives de gouvernance de l'internet, telles que le FGI, soulignent le pouvoir de plateformes telles que X et LinkedIn pour un engagement en temps réel. Les OSC devraient utiliser les réseaux sociaux pour diffuser des messages clés, amplifier les campagnes de plaidoyer et faciliter le dialogue avec diverses parties prenantes. Cela inclut la participation à des hashtags pertinents, l'organisation de sessions de questions-réponses en direct et la création de contenus partageables. Une forte présence en ligne permet aux OSC de répondre rapidement aux questions émergentes, de contrer la désinformation et de favoriser un sentiment d'action collective.

- **Créer des récits convaincants :** L'humanisation des questions techniques au moyen de récits convaincants est la pierre angulaire d'un plaidoyer efficace en faveur de la GI. Les OSC pourraient s'appuyer sur la narration pour établir un lien émotionnel avec le public. Il s'agit de mettre en lumière les expériences vécues par les personnes affectées par les politiques de l'internet, de montrer l'impact des violations des droits numériques et de célébrer les histoires de renforcement des capacités numériques . En élaborant des récits qui trouvent un écho auprès de divers publics, les OSC peuvent favoriser l'empathie, sensibiliser et inciter à l'action. Il s'agit notamment de mettre en œuvre la recommandation ci-dessus afin de simplifier les questions complexes.

- **Se battre pour attirer l'attention :** Dans un environnement saturé d'informations, les OSC doivent rivaliser de stratégie pour attirer l'attention et s'assurer que les questions liées à la GI bénéficient d'une couverture adéquate. Cela implique une approche proactive des médias, des réponses opportunes aux nouvelles de dernière minute et la création d'un contenu convaincant qui se démarque du bruit. Les OSC doivent identifier les sujets d'actualité pertinents, s'appuyer sur des données et des recherches pour étayer leurs affirmations et nouer des relations avec les journalistes qui couvrent des sujets connexes. L'utilisation de partenariats stratégiques avec les médias peut également renforcer leur message. Une autre bonne pratique consiste à utiliser des moments médiatiques planifiés qui s'alignent sur des événements mondiaux clés.

- **Surmonter la censure :** Pour faire face à la censure et au contrôle des médias, les OSC doivent adopter des approches stratégiques en matière de communication. Des organisations telles que Article 19 soulignent l'importance des canaux de communication sécurisés, du langage codé et du plaidoyer indirect. Les OSC devraient donner la priorité à la sécurité de leurs membres et partenaires, tout en continuant à défendre les droits numériques.

- **Optimiser la narration numérique :** Le contenu multimédia est essentiel pour transmettre des concepts complexes de la GI d'une manière attrayante et accessible. Les OSC peuvent créer de courtes vidéos, des explications animées et des infographies interactives. Les OSC devraient tirer parti des plateformes numériques pour diffuser ces documents, en les optimisant pour les appareils mobiles et le partage sur les réseaux sociaux. Cette approche permet aux OSC d'atteindre des publics plus larges, y compris ceux qui ont un niveau d'alphabétisation ou d'expertise technique limité, et de favoriser une meilleure compréhension des problèmes.

- **Mettre l'accent sur les campagnes de collaboration :** Les campagnes coordonnées sont essentielles pour amplifier les messages et maximiser l'impact dans l'espace de la GI. Les OSC devraient rechercher activement des partenariats avec d'autres organisations, des influenceurs et des leaders communautaires afin d'obtenir un large soutien pour leurs objectifs de plaidoyer. Cela implique de coordonner les messages, de partager les ressources et de tirer parti de diverses compétences pour créer des campagnes unifiées. Les campagnes collaboratives peuvent mobiliser efficacement un soutien global, faire pression sur les décideurs et obtenir des changements politiques significatifs.

- **Renforcer le contenu en langue locale :** Pour atteindre les communautés mal desservies, les OSC doivent donner la priorité à la création de contenu dans les langues autochtones et locales. Les OSC doivent traduire les notes d'information, le matériel pédagogique et le contenu multimédia dans les langues appropriées, en veillant à ce qu'ils soient culturellement adaptés et accessibles.

2.4 Combler les lacunes en matière de développement des capacités

De nombreuses organisations, en particulier les plus petites, ont du mal à couvrir les frais de voyage et de participation aux événements internationaux. Au-delà des contraintes financières, les OSC sont confrontées à un manque d'expertise technique et à des défis politiques. La complexité et l'évolution rapide des questions liées à la gouvernance exigent souvent des connaissances spécialisées que de nombreuses organisations, en particulier les groupes de base, ne possèdent pas. En outre, les lois restrictives de certains pays et les décideurs régionaux entravent encore davantage la participation des OSC. Cette section présente quelques recommandations concrètes pour améliorer l'engagement des OSC.

Renforcer les capacités sur les questions techniques liées à la GI

Le renforcement des capacités et le partage des connaissances sont essentiels pour améliorer l'engagement des OSC dans les processus de la GI. La complexité et l'évolution rapide des questions liées à la GI nécessitent souvent des connaissances spécialisées que de nombreuses OSC, en particulier les organisations de base, ne possèdent pas. Les OSC pourraient tirer activement parti des programmes de formation au renforcement des capacités proposés par des organisations réputées telles que l'Internet Society, l'ICANN, l'UIT et la DiploFoundation. L'expertise technique est essentielle pour naviguer dans le paysage complexe de l'internet, et plusieurs forums et programmes de premier plan proposent des formations sur divers aspects des technologies techniques de l'internet. Il est fortement recommandé aux OSC d'évaluer leurs capacités techniques et d'explorer ces programmes de formation. Une participation active à ces programmes est essentielle pour améliorer les compétences et les connaissances techniques. En outre, les parties prenantes devraient promouvoir ces possibilités de formation au sein de leurs communautés, collaborer avec les organisations pour adapter les programmes aux besoins spécifiques et intégrer ces programmes dans les initiatives existantes en matière d'éducation et de développement professionnel afin de garantir une réserve durable de professionnels qualifiés.

Élaborer des programmes de formation modulaires et multilingues

Il est essentiel de créer des modules de formation flexibles et accessibles couvrant les connaissances techniques, la défense des politiques et les communications stratégiques. Ces programmes pourraient être multilingues pour surmonter les barrières linguistiques, modulaires pour permettre aux organisations de se concentrer sur leurs besoins spécifiques et accessibles en ligne pour atteindre les OSC dont les budgets de voyage sont limités.

Le renforcement des capacités devrait également être stratégique et comprendre une formation ciblée sur les mécanismes de la GI, l'analyse politique et les compétences en matière de négociation, en particulier pour les individus et les organisations du Sud Global.

Se concentrer sur la mise en œuvre des recommandations de l'étude

Les recommandations spécifiques du chapitre 2 - Stratégies de renforcement de la participation des OSC - nécessitent un soutien et une formation pour une mise en œuvre adéquate. Les thèmes de

cette section offrent des objectifs concrets pour la formation et la discussion, qui devraient être mis en avant dans les programmes de formation des OSC.

Initiatives de mentorat

La mise en place de programmes de tutorat dans le cadre d'initiatives plus larges de renforcement des capacités peut fournir un soutien et des conseils permanents aux représentants des OSC. Ces initiatives de mentorat pourraient associer des organisations expérimentées à des OSC plus récentes afin de partager les meilleures pratiques sur des aspects tels que le plaidoyer, l'engagement et la collecte de fonds. Ces initiatives pourraient faciliter le transfert de connaissances et renforcer les capacités des participants moins expérimentés en mettant en relation des professionnels chevronnés de la GI avec des dirigeants émergents d'OSC.

Le mentorat pourrait fournir des cadres pour l'apprentissage et le soutien continus, y compris des contrôles réguliers, des sessions de retour d'information et des projets de collaboration pour renforcer les compétences et la confiance. Les mentors peuvent également introduire les mentorés dans des réseaux plus larges au sein de la communauté de la GI, en les aidant à établir des connexions précieuses pour améliorer leurs efforts de plaidoyer. De telles initiatives pourraient favoriser des relations et des collaborations à long terme. En outre, l'autonomisation des jeunes en tant qu'ambassadeurs des droits numériques est un bon moyen d'assurer la durabilité. Le programme Youth@IGF de l'Internet Society, qui vise à former la prochaine génération de leaders de la GI, illustre cette approche.

Centres de ressources

La création de centres de ressources accessibles en ligne est essentielle pour fournir des informations actualisées sur les processus de la gouvernance d'entreprise, les concepts techniques et les débats politiques. Ces centres pourraient servir de lieux centralisés où les OSC peuvent accéder à diverses ressources, y compris des guides sur les processus de la GI, des résumés de politiques clés, des études de cas et des meilleures pratiques. Les ressources pourraient inclure des explications simplifiées de concepts techniques complexes relatifs à la GI. Cela peut aider à démystifier le jargon souvent utilisé dans ces discussions et permettre aux OSC de s'engager plus efficacement. L'intégration d'éléments interactifs tels que des webinaires, des tutoriels vidéo et des forums de discussion peut renforcer l'engagement vis-à-vis du matériel. Ces outils peuvent faciliter l'apprentissage de pair à pair et favoriser la création d'une communauté parmi les participants.

Créer des centres de connaissances régionaux

Les centres régionaux d'apprentissage continu et de partage d'informations peuvent répondre aux besoins contextuels des différentes régions géographiques tout en encourageant la collaboration. Les centres régionaux de connaissances peuvent servir de points focaux pour le renforcement des capacités, en adaptant les questions relatives à la GI mondiale aux contextes locaux. Ils peuvent également servir d'incubateurs pour les stratégies de plaidoyer et les positions politiques régionales. Ces centres pourraient stratégiquement accueillir régulièrement des ateliers et des sessions de formation, servir de référentiels pour les ressources régionales en matière de GI et faciliter la mise en réseau et la collaboration entre les OSC régionales.

2.5 Assurer une représentation plus inclusive et plus diversifiée

D'après les réponses et l'analyse des entretiens avec les experts clés, l'une des stratégies essentielles à mettre en œuvre pour renforcer l'inclusivité dans les discussions des IG consiste à instaurer des systèmes de quotas dans les forums des IG afin de garantir la participation des régions sous-représentées. Plaider pour des quotas obligatoires garantissant un pourcentage minimum de participants issus de différentes zones géographiques, en particulier celles historiquement sous-représentées dans les processus des IG, soutiendrait cette possibilité, par exemple :

- Maximiser le soutien et, si nécessaire, établir des lignes directrices statistiques pour les différents groupes de parties prenantes, en assurant un équilibre entre les représentants des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire.
- Mettre en œuvre un soutien plus substantiel à la diversité des genres, y compris en établissant des lignes directrices statistiques si nécessaire, afin de remédier au déséquilibre des genres souvent observé dans les forums techniques et de promouvoir une représentation égale des femmes dans les discussions de la GI.
- Garantir l'accessibilité aux groupes linguistiques isolés grâce à un soutien multilingue, à des sous-titres en temps réel, à l'interprétation, à la traduction et à des aménagements pour les personnes handicapées.
- Cibler un engagement significatif des jeunes afin d'accroître la diversité des approches et la durabilité future de ces initiatives.

La mise en place de processus véritablement inclusifs est une entreprise de longue haleine. Le processus va au-delà de l'accès immédiat et se concentre plutôt sur la création de voies pour un engagement durable et le développement du leadership pour les groupes sous-représentés. Il peut s'agir de mettre en place des services de garde d'enfants et des salles d'allaitement lors des grands événements de la GI. Cette mesure apparemment minime peut améliorer de manière significative la participation des parents, en particulier des mères. En outre, il convient de veiller à ce que tous les documents relatifs à l'événement soient disponibles en plusieurs langues et dans des formats accessibles. Par exemple, prévoyez une interprétation en langue des signes pour les présentations orales, un sous-titrage en temps réel pour le contenu audio et des documents écrits dans différentes langues. Les documents doivent être optimisés pour les lecteurs d'écran, des versions en braille des documents imprimés doivent être disponibles et des options en gros caractères doivent être proposées aux participants malvoyants.

Combler les lacunes en matière d'égalité des genres et d'inclusion

L'écart persistant entre les genres et l'inclusion dans la participation à la GI reste un défi critique qui exige une attention urgente et des interventions ciblées. Des initiatives de mentorat ciblées peuvent jouer un rôle transformateur dans l'autonomisation des femmes dans la politique technologique. Ces programmes devraient se concentrer sur le développement des compétences techniques et du sens politique tout en abordant les défis spécifiques des femmes dans les espaces technologiques dominés par les hommes.

Les institutions de gouvernance de l'internet doivent également intégrer des considérations de genre dans leurs politiques et pratiques de base. Les politiques sensibles à la dimension de genre peuvent porter sur divers aspects, notamment des calendriers de réunion qui tiennent compte des responsabilités des soignants et l'intégration des perspectives des femmes dans l'élaboration des normes techniques. La réalisation de l'égalité des genres dans les organes de gouvernance nécessite un examen complet des politiques et procédures existantes. Cet examen devrait se concentrer sur l'identification et l'élimination des obstacles subtils qui empêchent la pleine participation des femmes aux processus décisionnels.

Localisation et pertinence contextuelle

L'appel à la localisation et à la pertinence contextuelle dans les processus de GI résonne profondément avec les expériences des OSC du Sud Global. Les OSC ont besoin de mécanismes pour mettre en avant les questions locales et s'assurer que les politiques prennent en compte les contextes uniques. Les perspectives du Nord Global dominent, tandis que les voix du Sud Global luttent pour être entendues et comprises. Certaines stratégies devraient consister à renforcer les forums régionaux et nationaux de la GI, qui sont essentiels pour combler le fossé entre les discussions mondiales et les réalités locales. Les FGI nationaux et régionaux ne sont pas de simples tremplins vers le FGI mondial. Ce sont des espaces vitaux pour les communautés, qui peuvent y articuler leurs propres défis en matière de GI et développer des solutions adaptées à leur contexte. En investissant dans ces forums, les OSC peuvent créer des plateformes qui amplifient les voix locales et garantissent que les divers points de vue informent les processus de la GI mondiale.

Renforcer les groupes de travail thématiques

Les groupes de travail thématiques qui se concentrent sur les défis spécifiques à une région offrent une approche structurée pour aborder les questions locales dans des cadres globaux. Les discussions ciblées sur les défis régionaux révèlent généralement des nuances qui sont souvent négligées dans les débats mondiaux plus larges. Ces informations sont essentielles pour élaborer des politiques efficaces et adaptées au contexte. Ces groupes de travail font le lien entre les réalités locales et l'élaboration des politiques au niveau mondial, en veillant à ce que les défis propres aux différentes régions soient pris en compte.

Encourager les études de cas et les contributions politiques

La promotion d'études de cas et de contributions politiques provenant de divers contextes locaux peut enrichir les discussions sur la GI mondiale avec des exemples concrets du monde réel. La prise en compte de la localisation et de la pertinence contextuelle peut créer un paysage de la gouvernance d'entreprise qui reflète véritablement les divers besoins et réalités des utilisateurs de l'internet dans le monde entier. Cette approche garantit que l'internet renforce et développe toutes les communautés.

Inclusion numérique et réduction de la fracture numérique

La fracture numérique persistante reste un défi majeur dans le paysage de la GI. L'inégalité d'accès aux technologies numériques peut sérieusement entraver une participation significative à l'élaboration de l'avenir de l'internet. Les forums et les organes décisionnels de la société de l'information doivent intégrer les objectifs d'inclusion numérique dans leurs processus de base. Ces organes devraient accorder la même priorité aux objectifs d'inclusion numérique qu'aux discussions techniques. Cette approche garantit qu'ils prennent en compte les besoins des communautés mal

desservies et marginalisées parallèlement au développement de l'infrastructure technique. En intégrant explicitement des objectifs d'inclusion numérique dans les cadres de la GI, les décideurs politiques et les parties prenantes peuvent œuvrer à la création d'un écosystème numérique plus équitable et plus accessible. Cette intégration permet d'aborder les questions d'abordabilité, d'accessibilité, de développement des compétences numériques et de création de contenus culturellement pertinents.

Soutenir les réseaux communautaires et les solutions de connectivité innovantes

Les approches communautaires pourraient fournir une connectivité complémentaire. En plus de fournir un accès, elles permettent aux communautés locales de s'approprier leur avenir numérique. Ces initiatives réussissent souvent là où les approches traditionnelles descendantes ont échoué. En plaidant pour des politiques qui soutiennent et facilitent les réseaux communautaires, les OSC peuvent contribuer à combler le dernier kilomètre de connectivité dans les régions mal desservies.

Plaider pour des données et des appareils abordables

Dans certains cas, même lorsque l'infrastructure existe, les coûts prohibitifs des données et des appareils peuvent empêcher de nombreuses personnes d'être connectées. Des modèles de tarification et des subventions innovants sont essentiels pour faire de l'accès significatif une réalité pour tous. Ce travail de plaidoyer exige des OSC qu'elles s'engagent auprès des organes traditionnels de la GI, des régulateurs nationaux et des entreprises de télécommunications pour réduire les coûts.

2.6 Soutenir la collaboration entre les OSC et les autres parties prenantes

La collaboration entre les OSC et les autres parties prenantes est cruciale pour une GI efficace. Certaines stratégies qui peuvent être mises en œuvre pour renforcer la coopération entre les secteurs, telles que des dialogues multipartites réguliers, sont essentielles pour instaurer la confiance et identifier les possibilités de collaboration. Le soutien aux efforts de plaidoyer conjoints peut amplifier les messages et accroître l'influence des politiques.

Pour maximiser leur impact sur l'élaboration des politiques, les OSC pourraient stratégiquement réorienter leurs approches de collaboration en délaissant la création de nouveaux groupes de travail au profit d'un modèle qui privilégie une intégration profonde au sein des structures existantes d'élaboration des politiques. Il s'agit notamment de participer activement aux groupes d'étude gouvernementaux et multipartites, et d'apporter des données, des expériences vécues et des solutions politiques alternatives. Les OSC doivent investir dans des programmes de renforcement des capacités qui permettent à diverses OSC, en particulier celles qui représentent des communautés marginalisées, de contribuer efficacement aux discussions techniques.

Simultanément, les OSC devraient adopter une stratégie de constitution de coalitions plus agile et plus réactive, en complétant les vastes collaborations intersectorielles par des coalitions plus petites et spécifiques à une question, capables de s'attaquer rapidement aux nouvelles fenêtres politiques. Les OSC devraient également tirer parti des outils numériques pour la communication et la coordination en temps réel, afin de garantir que ces coalitions restent fluides et adaptables.

Enfin, les OSC devraient mettre en place des plateformes d'échange continu de connaissances et de renforcement des capacités. Elles doivent aller au-delà des événements ponctuels en créant des forums en ligne, des réseaux d'apprentissage par les pairs et des initiatives de recherche conjointes. Cela pourrait favoriser une capacité de collaboration à long terme, permettant aux OSC d'exercer une influence durable sur les politiques.

Création de coalitions stratégiques

La formation de coalitions stratégiques est devenue un outil puissant permettant aux OSC d'amplifier leur voix et d'influencer le paysage complexe de la GI. En formant des alliances et en coordonnant leurs efforts, les OSC peuvent surmonter les contraintes de ressources et naviguer plus efficacement dans le réseau complexe de l'élaboration des politiques mondiales. La formation de coalitions stratégiques joue un rôle crucial dans la GI. Les parties prenantes doivent forger des alliances pour façonner efficacement les politiques et les normes régissant l'écosystème mondial de l'internet. Ces coalitions rassemblent divers acteurs, notamment des gouvernements, des entreprises technologiques, des organisations de la société civile et des institutions universitaires, afin qu'ils collaborent pour relever les défis complexes du cyberespace. Cette approche met en évidence l'importance de développer l'expertise et les relations au niveau local avant de s'engager au niveau mondial. En établissant leur crédibilité et leurs partenariats dans leur contexte national, les OSC peuvent créer une base plus solide pour leur engagement international. Pour tirer efficacement parti de cette stratégie, les OSC doivent envisager de dresser la carte des principales parties prenantes et des alliés potentiels et s'engager avec des éléments progressistes au sein des agences gouvernementales et du secteur privé.

Programmes d'observation et d'échange

Faciliter les échanges directs entre les OSC, les agences gouvernementales et les entreprises technologiques peut renforcer la compréhension et la confiance mutuelles. Ces programmes vont des possibilités d'observation à court terme aux échanges de personnel à plus long terme, favorisant les relations au-delà des processus formels de la GI. Un bon exemple de ces échanges est le programme "Politique IETF de camaraderie" de l'Internet Society, qui permet à des hauts fonctionnaires d'assister aux réunions de l'IETF afin de comprendre les processus de normalisation de l'internet. Tous ces programmes offrent aux participants une expérience et une formation critiques supplémentaires.

La mise en œuvre de ces stratégies peut aider les OSC à œuvrer en faveur d'un écosystème de la GI plus collaboratif. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que la mise en place de partenariats efficaces prend du temps et nécessite des efforts soutenus.

2.7 Renforcer la participation locale

Coordonner la participation et les interventions

La création de coalitions efficaces dans le domaine de la GI s'étend à l'action coordonnée dans les forums mondiaux. Cette action coordonnée comprend la mise en commun des ressources pour assurer une représentation diversifiée lors des réunions clés, la division des tâches et des rôles d'orateur pour maximiser l'impact et le développement de mécanismes de réponse rapide pour traiter les questions émergentes. Les OSC doivent reconnaître les défis liés à la formation de

coalitions. Elles doivent trouver un équilibre entre les différentes priorités, maintenir la cohésion au fil du temps et assurer une représentation équitable au sein des coalitions.

Concentrer l'engagement sur les questions émergentes

Les OSC devraient concentrer stratégiquement leurs ressources limitées sur les questions émergentes à fort impact. Les technologies émergentes telles que la gouvernance de l'IA présentent des défis et des opportunités. Les experts interrogés ont estimé que l'une des approches les plus efficaces consistait à donner du poids aux voix locales et à inciter les gouvernements à impliquer activement les OSC locales et les jeunes dans toutes les initiatives de la GI. Cette approche collaborative garantit que les politiques de GI reflètent les réalités et les besoins locaux. Par exemple, au Kenya, les organisations locales de défense des droits numériques ont participé à l'élaboration du cadre national de protection des données, ce qui a permis de renforcer les garanties pour les communautés marginalisées. Il est impératif que les OSC identifient 2 à 3 questions émergentes prioritaires correspondant à leur expertise organisationnelle, qu'elles élaborent des notes d'information traduisant les concepts techniques pour les décideurs politiques et le public, et qu'elles établissent des partenariats avec des institutions académiques pour renforcer les capacités de recherche.

Soutenir l'échange de connaissances

Soutenir l'échange de connaissances entre les OSC et les défenseurs de la jeunesse est devenu une stratégie cruciale pour renforcer l'engagement dans les processus de la GI. Cette approche reconnaît la valeur de l'apprentissage entre pairs et l'importance de créer des espaces où des perspectives diverses peuvent être partagées et amplifiées. Les OSC peuvent partager les meilleures pratiques et les approches innovantes en créant des plateformes d'échange de connaissances, en discutant des défis communs, en réfléchissant collectivement à des solutions et en construisant des réseaux de solidarité et de soutien au-delà des frontières.

L'École Africaine sur la Gouvernance de l'Internet (AfriSIG) est un bon exemple de cette approche. Créée en 2013, elle est devenue une pierre angulaire dans la construction d'un cadre de praticiens africains de la gouvernance de l'internet informés et engagés. Pour des sessions intensives d'apprentissage et de réseautage, l'école rassemble des participants de divers horizons, notamment des OSC, des gouvernements, des universités et le secteur privé.

Les pays du Sud Global ont reproduit ce modèle d'écoles régionales sur la gouvernance de l'internet dans diverses régions. L'école de l'Asie-Pacifique sur la Gouvernance de l'Internet (APSIG) et l'école du Sud sur la Gouvernance de l'Internet (SSIG) en Amérique latine en sont des exemples marquants.

Décoloniser la gouvernance de l'internet

La décolonisation de la GI est importante pour créer un avenir numérique inclusif et équitable. Les efforts de décolonisation des processus de GI garantissent des représentations véritablement mondiales. Ce processus remet en question les récits centrés sur l'Occident et amplifie les diverses perspectives. Les experts soulignent la nécessité de remédier à l'absence de visions du monde africaines dans les processus de gouvernance internationale. La décolonisation de la GI n'est pas une tâche simple, mais elle est essentielle pour créer un avenir numérique mondial et équitable. En remettant en question les structures de pouvoir bien établies, en amplifiant les voix marginalisées et

en repensant notre approche de la gouvernance, les OSC peuvent construire un internet qui serve et renforce l'humanité tout entière.

Remettre en question les récits centrés sur l'Occident

Les nations occidentales ont longtemps dominé la GI, ce qui a affecté de nombreuses parties prenantes dans le Sud Global. Il est nécessaire de repenser les cadres et les hypothèses qui sous-tendent les processus actuels de la GI. Les efforts de décolonisation doivent aller au-delà de la simple inclusion pour remettre en question et remodeler activement les récits dominants.

Un aspect crucial de la décolonisation de la GI est d'élever les voix historiquement marginalisées. Les espaces de GI pourraient promouvoir des conversations sur l'avenir de l'internet du point de vue des pays du Sud Global. Ces approches pourraient inclure la terminologie et les structures organisationnelles des processus de prise de décision. Ce changement de paradigme souligne l'importance cruciale d'adopter divers points de vue, en particulier ceux du Sud Global, dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des pratiques de la GI.

Il s'agit notamment de plaider en faveur de la diversité linguistique dans les forums et la documentation de la GI et de veiller à ce que les discussions ne se limitent pas à l'anglais et à d'autres langues dominantes. En mettant l'accent sur la diversité linguistique, le public se sent écouté et respecté, ce qui favorise un sentiment d'inclusion et d'égalité. Les organisations du Sud Global et les parties prenantes devraient faire pression pour réformer les structures de financement afin de compléter ces efforts. Cette réforme leur donnerait plus de pouvoir et leur permettrait de participer de manière significative et cohérente aux processus de la GI. En plaidant activement pour des changements dans les mécanismes de financement, les entités du Sud Global peuvent améliorer leur capacité à s'engager efficacement dans l'élaboration de l'avenir de l'internet.

Réimaginer les normes techniques

Les fondements techniques de l'internet reflètent souvent des hypothèses et des priorités occidentales. Il est nécessaire d'examiner de manière critique la façon dont ces normes peuvent désavantager ou exclure certaines communautés et de travailler à l'élaboration d'alternatives plus inclusives :

- Encourager une plus grande participation des ingénieurs et des technologues du Sud Global dans les organismes de normalisation tels que l'IETF.
- Financer des recherches sur l'impact des normes techniques existantes sur les différentes communautés.
- Explorer des alternatives
- Promouvoir le développement de technologies spécifiquement conçues pour répondre aux besoins des régions mal desservies.

Centrer les connaissances et les contextes locaux

Soutenir le développement de forums régionaux et nationaux de GI qui accordent la priorité aux questions et aux perspectives locales. Il encourage également la recherche sur la manière dont les systèmes de gouvernance traditionnels peuvent éclairer l'élaboration des politiques numériques et promouvoir le dialogue et les échanges interculturels afin d'enrichir les discussions mondiales sur les

IG de diverses visions du monde. L'amélioration de l'engagement des OSC dans la GI nécessite une approche à multiples facettes qui s'attaque aux obstacles structurels et aux lacunes en matière de capacités.

3. Interventions potentielles de la CADE

Cette section présente des recommandations d'interventions potentielles qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre du projet de la CADE pour relever les principaux défis, saisir les opportunités et répondre aux besoins de capacités pour renforcer l'engagement des OSC dans la GI.

3.1 Établir des centres régionaux de renforcement des capacités en matière de GI

Un thème récurrent dans les résultats est la nécessité d'un renforcement des capacités accessible et adapté au contexte. Nous recommandons de créer des centres régionaux de renforcement des capacités en matière de GI afin d'élaborer et de proposer des programmes de formation modulaires et multilingues couvrant les connaissances techniques, le plaidoyer politique et les communications stratégiques. Les centres peuvent servir de référentiels pour les ressources de la GI spécifiques à la région et faciliter la mise en réseau et la collaboration entre les OSC régionales.

Les centres régionaux de renforcement des capacités de la GI pourraient tirer parti des programmes régionaux phares existants mis en œuvre par les organisations de la GI. La collaboration avec l'ICANN, par exemple, pourrait être cruciale pour permettre aux OSC de participer efficacement aux processus d'élaboration des politiques. Ces pôles peuvent aligner leurs programmes de formation sur les objectifs de développement de l'UIT, en mettant l'accent sur l'inclusion numérique, la cybersécurité et l'infrastructure des TIC. Cet alignement peut faciliter la participation de nouvelles OSC aux événements régionaux et mondiaux de l'UIT. Les centres peuvent offrir aux OSC une formation sur les recommandations de l'UIT, positionnant stratégiquement les OSC en tant qu'acteurs actifs dans les questions liées à la GI.

Les pôles pourraient également renforcer la participation des OSC aux FGI nationaux et régionaux, y compris les écoles régionales de GI dans les différentes régions.

3.2 Créer un mécanisme de financement durable pour la participation des OSC

Les contraintes financières restent un obstacle important à l'engagement des OSC. Nous recommandons la création d'un mécanisme de financement spécifique et à long terme qui permette aux OSC des régions sous-représentées d'obtenir des subventions de voyage pour participer aux principaux forums de la GI. Elles pourraient demander des bourses de voyage pour assister aux principaux forums de la GI. Le mécanisme peut inclure un financement de base pour les OSC afin de développer et de maintenir l'expertise de la GI et de soutenir les activités de recherche et d'élaboration des politiques.

L'efficacité d'un tel mécanisme de financement dépend de l'adoption de modalités de financement diverses et durables. Les fonds fiduciaires multipartites, alimentés par les contributions des gouvernements, du secteur privé et des organisations philanthropiques, offrent une approche collaborative de la mobilisation des ressources. Les fonds de dotation constituent une source de revenus stable et à long terme, tandis que les programmes de subventions structurés peuvent cibler

des activités spécifiques, telles que les voyages, la recherche ou le renforcement des capacités. L'utilisation de plateformes de financement participatif et pair à pair permet de diversifier les sources de financement et de cultiver le soutien de la communauté. Les contributions en nature, telles que l'accès à des espaces de réunion ou l'assistance technique, peuvent également alléger la charge financière des OSC.

Les plateformes régionales évoquées plus haut pourraient jouer un rôle central en maximisant l'impact de ce mécanisme de financement. En tant qu'intermédiaires, ils peuvent veiller à ce que les ressources soient distribuées efficacement et équitablement dans leurs régions respectives. Leur connaissance approfondie des contextes locaux leur permet de fournir aux nouvelles OSC des services ciblés de renforcement des capacités, de mentorat et d'assistance technique. Les centres peuvent faciliter la mise en réseau et la collaboration, en favorisant un sentiment de communauté et d'objectif commun. En outre, ils peuvent gérer les demandes de subventions localisées et leur distribution, rendant le processus plus accessible aux organisations locales, et contribuer aux efforts de suivi et d'évaluation, renforçant ainsi la redevabilité et la transparence.

3.3 Élaborer une boîte à outils de plaidoyer en faveur de l'inclusion numérique

Nous proposons de créer une boîte à outils complète permettant aux OSC de plaider en faveur de l'inclusion numérique dans leur contexte local. Cette boîte à outils devrait inclure des données et des études de cas sur l'impact de la fracture numérique. Elle pourrait également inclure des modèles de politiques, des stratégies de plaidoyer et des ressources sur les réseaux communautaires et les solutions de connectivité innovantes.

La boîte à outils pourrait inclure des modèles prêts à l'emploi pour les lettres aux fonctionnaires locaux, les communiqués de presse, les campagnes dans les réseaux sociaux et les diapositives de présentation. Un guide "Advocacy 101" pourrait décomposer le processus de plaidoyer en étapes gérables. Il pourrait également fournir un répertoire de ressources d'organisations et d'experts actifs dans différentes régions. La boîte à outils pourrait offrir un soutien multilingue pour garantir l'accessibilité à diverses communautés, y compris l'accès hors ligne.

3.4 Lancer un programme de mentorat OSC-GI

Pour combler le déficit de connaissances et favoriser le développement du leadership, nous recommandons la mise en œuvre d'un programme de mentorat structuré qui associe des praticiens expérimentés de la GI à de nouveaux dirigeants d'OSC. Ce programme pourrait faciliter le transfert de connaissances sur les questions techniques et politiques, aider à naviguer dans les processus complexes de la GI et favoriser les relations et les collaborations à long terme. Des modèles existent au sein de l'ICANN, du FGI et de l'Internet Society, qui peuvent servir de modèles de bonnes pratiques.

Au-delà du transfert de connaissances, le programme de mentorat pourrait catalyser le développement du leadership. Il favorise les compétences essentielles en matière de planification stratégique, de gestion des risques et d'engagement des parties prenantes, en donnant aux nouveaux dirigeants d'OSC les moyens de naviguer en toute confiance dans les processus complexes

de la GI. Il s'agit notamment de démystifier les aspects techniques de la GI, tels que le cryptage des données et les contrôles d'accès, et de fournir des conseils pratiques sur la collecte, le stockage et l'utilisation responsable des données. Les mentors jouent un rôle essentiel en guidant les mentorés dans les méandres de la conformité réglementaire et de l'élaboration de politiques internes, en veillant à ce qu'ils comprennent et atténuent les risques potentiels associés à la gestion de l'information. Ces conseils pratiques sont cruciaux pour les nouvelles OSC qui sont souvent aux prises avec des ressources limitées et des réseaux établis.

Le programme pourrait cultiver un solide réseau de soutien et de collaboration. La mise en relation de nouvelles OSC avec des praticiens expérimentés favoriserait les relations à long terme et créerait une communauté de pratique. La conception du programme devrait mettre l'accent sur l'accessibilité et la contextualisation, en veillant à ce qu'il réponde aux divers besoins des nouvelles OSC, y compris celles qui opèrent dans des régions éloignées ou mal desservies.

3.5 Établir une plateforme de collaboration multipartite

Nous recommandons la mise en place d'une plateforme de collaboration afin d'amplifier l'impact des OSC et de favoriser l'élaboration de politiques équilibrées. Cette plateforme pourrait atteindre ces objectifs par le biais 1) de dialogues réguliers sur des questions critiques, 2) de groupes de travail conjoints pour développer des solutions politiques ciblées, et 3) de la mise en évidence de modèles de coopération réussis entre les OSC, les gouvernements et le secteur privé.

L'expertise combinée des partenaires du projet de la CADE tels que la DiploFoundation, avec son développement des capacités dans la GI mondiale et le plaidoyer juridique du Centre Européen pour le Droit à But non-lucratif (ECNL) pour les droits numériques, fournit une base solide pour la formation et le mentorat. Le vaste réseau d'OSC de Forus et son expérience en matière de mobilisation des organisations pourraient permettre aux nouvelles OSC de s'intégrer facilement à la plateforme et de se connecter avec leurs pairs.

L'expertise régionale de la Collaboration sur les Politiques Internationales des TIC pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (CIPESA) et de KICTANet en matière de politique numérique africaine, ainsi que l'accent mis par SMEX sur la région MENA et par PICISOC sur les îles du Pacifique, pourraient offrir une connaissance contextuelle inestimable, cruciale pour naviguer dans les divers paysages de la GI. L'expérience de Sarvodaya-Fusion en matière d'inclusion numérique pourrait également guider les efforts visant à garantir une participation équitable, tandis que l'accent mis par Karisma sur les droits numériques en Amérique latine ajoute à la compréhension globale des questions relatives aux droits numériques.

Les partenaires de la CADE peuvent fournir une formation ciblée sur l'analyse des politiques, les stratégies de plaidoyer et les processus techniques de la GI. La plateforme peut faciliter le partage des connaissances, permettant aux partenaires expérimentés d'encadrer les OSC émergentes, renforçant ainsi leur capacité à participer efficacement à la prise de décision de la GI et à l'influencer. Cette approche collaborative permet aux nouvelles OSC de s'engager en toute confiance dans la GI.

3.6 Mettre en œuvre une initiative d'engagement médiatique menée par les OSC

Nous recommandons une initiative de collaboration avec les médias afin d'améliorer la compréhension du public et d'élever les perspectives des OSC. Cette initiative pourrait viser à doter les OSC de compétences médiatiques, à développer des ressources multimédias claires sur des sujets complexes liés à l'IG et à favoriser les partenariats avec des journalistes influents dans les domaines de la technologie et de la politique. Les partenaires de la CADE apportent une grande expérience dans ce domaine. L'expertise de DiploFoundation en matière de diplomatie et de communication numériques peut être déterminante pour former les OSC à la rédaction de messages médiatiques efficaces et à la navigation dans le paysage médiatique complexe. L'expertise régionale permet d'adapter les stratégies médiatiques à des contextes spécifiques, garantissant ainsi une communication culturellement pertinente et percutante.

Les initiatives d'engagement médiatique peuvent être stratégiquement alignées sur un calendrier diversifié d'événements de la GI et peuvent défendre des questions spécifiques auxquelles les OSC accordent la priorité dans toutes les régions. En adaptant son message et ses activités à l'objectif spécifique de chaque événement, l'initiative peut engager efficacement un large éventail de parties prenantes. Au Salon Mondial du Téléphone Mobile et de la Connectivité (MWC), l'accent pourrait être mis sur l'utilisation de la technologie mobile pour l'inclusion numérique, la présentation de solutions innovantes et l'engagement des leaders de l'industrie sur leur rôle dans la réduction de la fracture numérique. Pendant ce temps, à la RightsCon, l'accent est mis sur l'inclusion numérique en tant que droit humain fondamental, sur la discrimination numérique et sur l’autonomisation des communautés marginalisées par le biais d'ateliers et de campagnes numériques.

L'initiative médiatique devrait maintenir un message central cohérent sur l'inclusion numérique tout en adaptant son approche au contexte unique de chaque événement. Cet alignement stratégique sur les divers événements de la GI, combiné à un plaidoyer fondé sur des données et à des partenariats médiatiques solides, garantirait que l'initiative amplifie efficacement les voix des OSC et promeuve l'inclusion numérique à l'échelle mondiale.

3.7 Créer un groupe de travail sur les technologies émergentes

Reconnaissant le besoin critique pour les OSC de comprendre et d'influencer l'impact des technologies en évolution rapide, nous proposons la formation d'un groupe de travail dédié. Ce groupe de travail pourrait se concentrer sur les technologies émergentes telles que l'IA, l'IdO et la chaine de bloc (blockchain), avec pour objectifs 1) de produire des analyses politiques accessibles sur leurs implications en matière d'IG, 2) de renforcer les capacités des OSC par le biais de formations ciblées, et 3) de faciliter l'échange de connaissances entre les OSC et la communauté technique.

La création d'un groupe de travail sur les technologies émergentes offrirait aux nouveaux OSC une voie stratégique pour se tailler un rôle distinct et influent dans le paysage complexe de la GI. En se concentrant sur des intersections spécifiques entre les technologies émergentes telles que l'IA, l'IdO et la chaine de bloc (blockchain), et leurs implications en matière de GI, les OSC peuvent rapidement

développer une expertise de niche. Cette approche ciblée permet aux OSC d'acquérir rapidement des connaissances approfondies.

Le groupe de travail devrait servir d'outil fondamental pour le renforcement des capacités, en particulier au sein des communautés mal desservies. Elle peut également servir de pont crucial entre le monde technique et le monde politique, en facilitant la collaboration et l'échange de connaissances. Cette approche collaborative permet aux OSC d'accéder à l'expertise technique, d'amplifier la voix des citoyens et d'élaborer des propositions politiques alternatives qui reflètent mieux les besoins de leurs communautés. Ces efforts renforcent le réseau des OSC et améliorent leur capacité à influencer les décisions politiques.

Le groupe de travail peut considérablement améliorer la capacité d'une nouvelle OSC à obtenir des financements et des ressources. Les bailleurs de fonds sont de plus en plus intéressés par le soutien de projets innovants qui abordent les implications éthiques et sociales des technologies émergentes. Cette approche stratégique de la mobilisation des ressources garantit la durabilité et l'efficacité à long terme des initiatives des OSC.

4. Conclusion

L'analyse de l'engagement des OSC dans les processus de GI met en évidence une interaction complexe de défis et d'opportunités, révélant que si des progrès ont été réalisés, le chemin vers une GI véritablement inclusive est en cours. L'état des lieux et les recommandations présentent des recommandations et des domaines qui requièrent une attention particulière. Dans certaines régions, les OSC sont confrontées à des restrictions croissantes qui les empêchent de fonctionner librement et de participer. Il est donc essentiel de plaider en faveur de la protection et de l'élargissement de l'espace civique, afin que les OSC puissent apporter leur contribution sans crainte de représailles.

Nous reconnaissons la force et la diversité des OSC qui travaillent dans le domaine de la gouvernance de l'internet, et l'étude de cartographie l'a confirmé. L'étude de cartographie a permis de recueillir des données et des idées vastes et approfondies à partir de nos experts clés interrogés et de la recherche sous-jacente. Ces recherches approfondies et l'ensemble des connaissances des OSC révèlent l'immense pouvoir des OSC qui n'est pas toujours évident dans les documents existants, qui ont tendance à se concentrer sur des questions spécifiques avec quelques interconnexions. Nos recommandations sont issues de cette sagesse collective. Elles doivent leur importance au travail actuel et aux aspirations futures des OSC, de sorte que certaines de ces recommandations peuvent sembler familières.

Cependant, la recherche " Cartographie de l'engagement des organisations de la société civile dans les processus multilatéraux et multipartites de gouvernance de l'internet " présente une ampleur de cartographie et de contribution qui permet une compilation des contributions des OSC qui présente une toile tissée, un tout, plutôt que les brins et les fils que l'on trouve souvent. Nous espérons que la profondeur et l'ampleur de ces deux documents motiveront et mobiliseront tous les membres de la société civile afin d'améliorer notre travail de collaboration à un moment où il est essentiel.

Les recommandations visant à renforcer la participation des OSC aux forums de la GI dans les pays du Sud Global sont essentielles et proposées dans des contextes différents. Les mécanismes de financement durable sont primordiaux et un soutien financier cohérent et fiable est essentiel pour que les OSC puissent maintenir un engagement durable dans les discussions et les prises de décision de la GI. Cela garantira que les voix de la société civile ne sont pas réduites au silence en raison de la limitation des ressources, ce qui permettra des contributions continues et significatives.

Deuxièmement, des initiatives ciblées de renforcement des capacités sont cruciales pour combler les lacunes en matière de connaissances techniques qui entravent la participation des OSC. Ces initiatives devraient viser à démystifier les discussions techniques complexes et à donner aux OSC les moyens de contribuer efficacement aux débats sur les technologies émergentes telles que l'IA. Cela permettrait non seulement d'améliorer leur capacité à naviguer dans les forums de la GI, mais aussi de remédier aux déséquilibres de pouvoir qui découlent de la disparité technique. Simultanément, les réformes des processus de GI doivent donner la priorité à l'inclusivité et à la diversité de la représentation. Cela implique la création de plateformes et de mécanismes accessibles qui

encouragent la participation d'OSC d'origines et de régions diverses, en veillant à ce que les voix des communautés marginalisées soient entendues et prises en compte.

Troisièmement, il est essentiel de soutenir la formation de coalitions et le partage des connaissances entre les OSC. La collaboration stratégique permet aux OSC d'amplifier leur impact, de surmonter les contraintes de ressources et de naviguer plus efficacement dans le paysage complexe des forums des gouvernements intergouvernementaux. En favorisant les réseaux et les plateformes d'échange de connaissances, les OSC peuvent développer une force et une influence collectives. Enfin, il est essentiel d'intégrer les principes de localisation et de décolonisation dans tous les aspects de la GI. Cela nécessite un changement de paradigme où les cadres de la GI reflètent les contextes et les priorités uniques du Sud Global, en reconnaissant et en respectant les diverses valeurs culturelles et sociétales. En donnant la priorité à ces recommandations, les OSC peuvent ouvrir la voie à un écosystème de la GI qui reflète véritablement les divers besoins et aspirations des utilisateurs mondiaux de l'internet, favorisant en fin de compte un avenir numérique plus inclusif et habilitant pour tous.

En outre, les médias jouent un rôle essentiel dans la diffusion d'informations et la sensibilisation du public aux questions liées à la GI, mais les organisations médiatiques sont souvent sous-représentées dans les forums sur la GI. Des efforts devraient être faits pour encourager activement et faciliter leur participation, en reconnaissant leur contribution unique au discours public. L'amélioration de la redevabilité et de la transparence est primordiale pour garantir que les processus de GI sont réellement inclusifs et efficaces. Cela implique d'établir des mécanismes clairs de suivi et d'évaluation de l'impact de la participation des OSC, et de veiller à ce que les processus de prise de décision soient ouverts et accessibles au public.

En outre, il est essentiel de favoriser les approches intersectionnelles. Les questions liées à la GI recoupent diverses préoccupations sociales, économiques et politiques. Il est donc essentiel de prendre en compte les divers besoins et expériences des différents groupes, y compris les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées. Enfin, l'accent mis sur la culture numérique est un élément clé de l’autonomisation des OSC. L'alphabétisation numérique permet de mieux naviguer dans les espaces de la GI et favorise une meilleure interaction avec les communautés représentées par les OSC.